Le Grain de sable

N° 411 – Vendredi 21 mars 2003



PREMIERES BOMBES

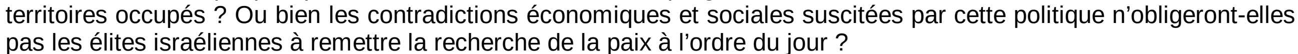
Dans ce numéro

1- Mobilisations
Informations concernant les différentes mobilisations prévues en Belgique, France et Suisse.

2- La politique d'équilibre des grandes puissances revient à la mode (Par Walden Bello)
Notre imagination est tellement limitée par les souvenirs des tergiversations, des victoires et des défaites ambiguës de la superpuissance durant la guerre froide qu'il est tentant de considérer comme unique la situation actuelle. Pourtant, le monde a déjà affronté des situations identiques, comme durant l'été 1940, après la débâcle française, quand la marche de l'Allemagne nazie vers la domination mondiale semblait irrésistible quelle que soit la combinaison de forces qui lui serait opposée.

3- Israël et le nouveau paradigme de la mondialisation (Par Thomas Coutrot)
Lors de l'année 2000, sous l'effet conjoint du krach du Nasdaq et de la deuxième Intifada, le sol se dérobe brutalement sous les pieds de l'économie israélienne. L'année suivante, Sharon et Bush Jr arrivent au pouvoir, Ben Laden frappe les USA. Le Moyen-Orient et le monde basculent dans la « guerre sans limites ». Mais toute guerre coûte cher. Même si certains secteurs – le lobby « militaro-industriel » - profitent de l'économie de guerre, le gouvernement israélien a-t-il les moyens de poursuivre longtemps sa politique d'écrasement du peuple palestinien et de colonisation progressive des territoires occupés ? Ou bien les contradictions économiques et sociales suscitées par cette politique n'obligeront-elles pas les élites israéliennes à remettre la recherche de la paix à l'ordre du jour ?





Vous avez-rendez-vous avec ATTAC
Liste des événements, réunions, rencontres, débats organisés par un ATTAC dans le monde.



Illustration uniquement disponible dans la version PDF.
« Paixtrole» par Sansblanc – ali.guessoum@sansblanc.com

Mobilisations

Informations concernant les différentes mobilisations prévues en Belgique, France et Suisse.

Source: Protesta News protesta@hotmail.com

BELGIQUE:
Manifestation nationale Samedi 22 MARS : 14:00 Gare du Nord
Alost
16 h Grand-Place - Si le jour J tombe un mercredi, action à 12 h. Si le jour J tombe un week-end, l'action aura lieu le lundi à 16 h.
Anvers
12 h 30 place Verte - Le soir : manifestation pour les travailleurs à 19 h (place Verte)
17 h sur la Grand-Place, devant l'hôtel de ville.

Bruges
Rendez-vous à 18 h à het Zand : amenez des rubans et des drapeaux, des tambours et des banderoles.

Bruxelles
Viens protester devant l'ambassade des États-Unis dès qu'une opération militaire de grande envergure aura commencé contre l'Irak.
Quand ? Rendez-vous de 17 à 19 h si les bombardements commencent avant 8 h du matin
Où ? Ambassade des États-Unis, boulevard du Régent 27 (près de la rue de la Loi) à Bruxelles
Plus d'infos : vrede@vrede.be - 09/233.46.88 // 17 h à l'ambassade des États-Unis (métro Arts-Loi), action organisée par StopUSA

Bruxelles, VUB 12u, rectorat



Bruxelles, Saint-Gilles
16 h, Parvis St-Gilles

Bruxelles, Koekelberg
Kruispunt Basiliek op de middag

Charleroi
16 h, Monument Jules Destrée (rue de la Montagne), action organisée par StopUSA et le Comité des Jeunes pour la Paix

Courtrai
17 h à la Schouwburgplein. Ensuite, meeting de Résistance internationale

Gand
19 h 't Zuid (à la bibliothèque)
L'appel à Gand est déjà signé par : Anti-Oorlogscomité Lyceum, Anti-Oorlogscomité Steinerschool, Anti-Oorlogscomité Bijloke, Anti-Oorlogscomité Artevelde campus Socia, Anti-Oorlogscomité Sint-Lucas Hoger, Anti-Oorlogscomité Sint-Lucas Middelbaar, Anti-Oorlogscomité Pol en Soc, Internationaal Verzet Gent, Actief Linkse Studenten Gent, Studenten Tegen Racisme, LSP Gent, KP Gent, SAP Gent, Vonk Gent, Oxfam Wereldwinkels, Voor Moeder Aarde VZW, Vrede VZW, ATTAC Gent, 11.11.11 Oost-Vlaanderen, Karibu (wereldkoor Gent), DÚHA - Onafhankelijk Roma Initiatief, Sjamma (Wereldmodewinkel VZW Gent), Kati Couck (sociaal medewerker Algemene Centrale ABVV Gent-Dendermonde), Dirk Durant (vrijwilliger Sociale Dienst De Tinten)

Hasselt
à 18 h 30 au McDonalds (Kuringersteenweg) pour une action de protestation

Liège
17 h à la place Saint-Lambert - Si c'est un mercredi : 14 h 30. Si le jour J tombe un week-end, l'action aura lieu le lundi à 17 h.
17 h place St-Lambert, avec CHEnge the world sound system

Louvain
pour les étudiants et les travailleurs : 19 h à l'hôtel de ville pour les collégiens et lycéens : 16 h à l'hôtel de ville, 12 h si c'est un mercredi

Louvain-la-Neuve
13 h Grand-Place, puis Bruxelles à 17 h. Train de 15 h 33 à la gare de LLN. Info : Cédric (0496 / 87 36 18)

Malines
16 h 30 devant la gare - Si c'est un mercredi : 12 h 30. Si c'est un week-end, l'action aura lieu le lundi à 16 h 30.
Sur la Wollemarkt (Malines), au monument aux anciens combattants, à 19 h 30.
Ont déjà annoncé leur participation : 11.11.11., FGTB, Koerdische organisatie, animo, van onderuit, Humanistische Jongeren, SAP, WW van Mechelen. Le plus important est d'être là ce jour-là avec des klaxons et des sonnettes, ta plus belle écharpe et des chaussures de marche, enfin, d'être simplement là ! (et de t'exprimer, c'est autorisé aussi)

Mons
17h00 Grand'Place de Mons pour un concert de sons et de bruits en tous genres. A l'appel de TAG (Tous Anti-Guerre). Télécharge l'affiche de mobilisation.

Ostende
Grève des étudiants et des collégiens/lycéens à 10 h au kiosque de la Wapenplein. 19 h, Wapenplein

Ronse/Renaix
Jour J - 20:00 h à la Grande Place

Sint-Niklaas
12 h 30 devant l'hôtel de ville (Grote Markt)

Turnhout
16 h devant l'hôtel de ville - Si c'est un mercredi : 12 h. Si c'est un week-end, l'action aura lieu le lundi à 16 h.

Zelzate
18 h, action à la maison communale

FRANCE:

Bordeaux:
18h place Gambetta + Samedi suivant à 15h place Gambetta

BOURGES
Rendez-vous à 18 h, Monument de la Résistance place du 8 Mai 1945.

CLERMONT-FERRAND
Il semblerait qu'un appel soit lancé pour une manifestation le premier jour de la guerre à 18 h30 à l'angle de l'avenue des états-unis(!) et de la place de jaude (la place principale de clermont ferrand).

DIJON
A l'appel des 43 organisation locales de Dijon (Côte d'Or), nous nous réunirons devant la préfecture de Dijon à 18h30 en cas de déclenchement le même jour. Le samedi suivant cette annonce guerrière une manifestation aura lieu à 15h place de la Libération à Dijon.

GRENOBLE
Le jour même : rassemblement 18 h Félix Poulat

LILLE
Le jour du déclenchement des attaques, à 18h30, place de la République

LYON

Les organisateurs des manifs anti-guerre lyonnais donnent rendez-vous le soir même de l'attaque à 18h30 place Bellecour et le samedi suivant à 14h30 toujours au même endroit pour des manifestations pacifiques.

Marseille:
Devant le Consulat US, Boulevard Paul Peytral (à côté de la Préfecture).

METZ
18h colonne Merten.

NANCY
18h place Maginot

NANTES
18h. Place du Commerce

NICE
18h. Devant l'Olivier de la Paix - lycée Masséna.

Paris:
Appel des lycéens: 14HEURE PLACE DE LA RéPUBLIQUE
Appel Général: place de la concorde a 18 heures

RENNES
Rassemblement à 18h00 Place de la Mairie. (également le samedi suivant les premières frappes, à 15h00)

ROUEN
18 h, place de la cathédrale (le soir même si on l'apprend le matin. Le lendemain soir sinon.)

Saint-Etienne :
Rassemblement de protestation le soir du 1er jour du massacre, à 18 heures, place Bizillon (Centre 2)

TOULON
Le jour de déclenchement de la guerre, rendez-vous à 18h, place de la Liberté le jour même (info du Comité Varois contre la guerre : LCR, MRC, PCF, Partit Occitan, PS, Radicaux de Gauche, Les Verts, CFDT, CGT, FSU, SUD, UNEF, Les Alternatifs, ATTAC Var, Confédération Paysanne, LDH, Les Varois pour la Paix et la Justice en Méditerranée, Ras l'Front).

TOULOUSE
Le soir meme à 18 heures place du Capitole (et 14 heures le samedi suivant.)

TOURS
Rendez-vous à 18 h, place Jean Jaurès

VANNES
Rassemblement devant la mairie à 18 H à j + 1

VIERZON
Rendez-vous à 18 h, stèle de la résistance

SUISSE

GENÈVE
18h,Place Neuve

LAUSANNE
17h30. Place St-François

La politique d'équilibre des grandes puissances revient à la mode

Par Walden Bello. Professeur de sociologie et d'administration publique à l'Université des Philippines, directeur de Focus on the Global South, institut d'analyses et de défense basé à Bangkok.
Traduction. Stan Gir et Irène Colas. Coorditrad, traducteurs bénévoles (*)

Les États-Unis sont si puissants et si décidés à frapper que l'opinion publique n'exprime aujourd'hui que l'impuissance générale devant l'imminence de la guerre.

IMPUISSANCE DEVANT L'HYPERPUISSANCE

Notre imagination est tellement limitée par les souvenirs des tergiversations, des victoires et des défaites ambiguës de la superpuissance durant la guerre froide qu'il est tentant de considérer comme unique la situation actuelle.

Pourtant, le monde a déjà affronté des situations identiques, comme durant l'été 1940, après la débâcle française, quand la marche de l'Allemagne nazie vers la domination mondiale semblait irrésistible quelle que soit la combinaison de forces qui lui serait opposée. De même en Europe au début de l'année 1800, quand un Napoléon qui semblait invincible écrasait, bataille après bataille, toutes les coalitions que ses ennemis mettaient sur pied contre lui.

Ces dernières années et les prochaines ont été et seront peu favorables à la paix dans le monde. Toutefois, elles sont riches en enseignements sur les relations de puissance à l'échelle internationale. Et ces enseignements ne sont pas tous négatifs.

HÉGÉMONIE ET INSÉCURITÉ

Bien sûr, le premier enseignement est décourageant : une superpuissance sans équivalent favorise la guerre et non la paix.

Cela ne semblait pas aussi évident à la fin de la guerre froide. À l'époque, on s'imaginait, à l'Ouest, que les États-Unis n'utiliseraient leur situation d'unique superpuissance que pour établir un ordre multilatéral officialisant leur hégémonie mais assurant une "Pax romana" mondiale.

Même ceux qui n'étaient pas des inconditionnels des États-Unis pensaient qu'avec la disparition de la rivalité

entre superpuissances, et de la compétition avec les autres rivaux potentiels, la quête de Washington vers une supériorité militaire et stratégique se ralentirait.

L'Europe, le Japon et la Chine semblaient prêts à s'en tenir à une position de concurrence contrôlée dans la sphère économique, tout en acceptant une dominante américaine à long terme dans la sphère de la sécurité.

En fait, plus les années 1990 avançaient et plus il apparaissait que la fin de la guerre froide évoluait vers une période plus dangereuse encore. Quand les deux superpuissances se compensaient, nous préservaient des grandes guerres et limitaient l'importance des petites, cela donnait aux relations entre les États une certaine prédictabilité.

L'instabilité de l'ère nouvelle n'a pas sa cause première dans l'émergence d'acteurs "irrationnels" ne correspondant pas à des États et prêts à déclencher des "guerres asymétriques" contre des États puissants et "normaux", quoi que puissent en dire les intellectuels voisins du pouvoir (américain) qui se sont fait un nom en brandissant les terroristes comme la plus grande menace à la paix dans l'après-guerre froide.

Cette instabilité trouve son origine dans le changement d'équilibre des puissances dans le cadre du système global des États.

L'équilibre du pouvoir

L'équilibre du pouvoir entre les États est au cœur de l'œuvre principale de John Mearsheimer : "La Tragédie de la politique des grandes puissances", considéré comme l'ouvrage le plus important sur ce sujet. Le thème central du livre est que, dans un système d'équilibre du pouvoir, les grandes puissances ne recherchent pas tant un équilibre défensif contre leurs rivaux qu'un avantage définitif sur eux en matière militaire et politique.

Mearsheimer a raison de prétendre que les systèmes bipolaires tels que l'affrontement États-Unis / Union Soviétique qui était à la base de la guerre froide étaient plus stables et moins susceptibles de rupture que les systèmes "multipolaires" précédant la Deuxième Guerre mondiale, caractérisés par une égalité relative entre un certain nombre d'États puissants.

Toutefois, ce que Mearsheimer oublie de souligner, c'est qu'une situation comme celle d'aujourd'hui, où une surpuissance hyperdominante est entourée de petites puissances, est riche en menaces de conflits, de tensions et d'instabilité.

Il est d'accord avec les commentaires de Kant quand celui-ci affirme que "Chaque État ou chaque chef d'État désire arriver à une paix éternelle en conquérant le reste du monde, si cela était possible." Pourtant, il ne semble pas se rendre compte que cette affirmation de Kant trouve peut-être sa meilleure application dans le monde de l'après-guerre froide, où la prépondérance militaire et politique américaine est sans concurrence.

Une telle erreur intellectuelle est choquante et provient d'une croyance fondamentale partagée par les gens de Washington : ils pensent que, contrairement aux autres grandes puissances, les États-Unis ne sont pas seulement motivés par le réalisme politique, mais par le désir d'un "ordre mondial bénin". Cet aveuglement idéologique empêche Mearsheimer et de nombreux autres intellectuels américains de réaliser que leur pays est passé d'un rôle de "défenseur indépendant" contre d'éventuels tyrans comme Hitler ou l'Union Soviétique à celui de puissance agressive décidée à s'assurer l'hégémonie mondiale.

La conjoncture unilatérale

De nombreux critiques de la puissance américaine attribuent l'unilatéralisme de G.W. Bush à sa conception égocentrique et provinciale du "bon droit" américain.

Une telle explication mélange causes et effets. L'unilatéralisme de Bush est le produit d'une conjoncture structurelle unique : la conjonction civilo-militaire de la "nomenklatura de la Défense" qui a gagné la guerre froide en tant que faction dominante de l'élite américaine, et la disparition de toute force qui la compense dans le système global des États.

Pour masquer le passage d'une posture défensive à une posture hégémonique, cette "nomenklatura" avait besoin d'un prétexte, et, durant la dernière décennie, elle a invoqué une succession d'acteurs pour remplacer l'Union Soviétique : la Corée du Nord, la Chine, Al Qaeda, l'Axe du Mal.

Ne prenant absolument pas en compte la situation actuelle et les capacités des régimes mis en cause, cette manœuvre s'avéra d'un opportunisme embarrassant et manqua de crédibilité, même pour un nombre important de ceux qui constituaient la cible initiale : le peuple des États-Unis.

Vue sous cet angle, l'attaque du 11 septembre constituait un don du ciel, assurant le soutien de toute la nation à l'interventionnisme unilatéral, ouvert et préventif ressortant du discours historique de G.W. Bush le 17 septembre 2002.

Le multilatéralisme n'a jamais constitué une alternative sérieuse pour quelque fraction que ce soit de l'élite américaine, à l'exception peut-être de quelques anciens cercles libéraux marginalisés et de personnalités comme Jimmy Carter.

Bill Clinton, qui n'avait aucune confiance dans son compagnon démocrate Jimmy Carter, a bien pu invoquer le multilatéralisme, mais il n'a pas hésité à agir de façon unilatérale (comme cela a été le cas quand il

fit bombarder la Serbie durant la crise du Kosovo, malgré les objections européennes).

Contenir Washington

Tout cela, ce sont les mauvaises nouvelles.

Les bonnes nouvelles consistent dans le fait que même lorsqu'elle est basée sur une force écrasante, l'hégémonie sans partage ne peut qu'être un état transitoire. Comme cela fut le cas dans l'Europe sous Napoléon, les puissances de moindre importance peuvent très bien calculer qu'une attitude d'accord ou de soumission peut être nécessaire à court terme, tout en sachant qu'à long terme, ce serait une stratégie désastreuse car cela constituerait une invitation à d'autres agressions.

C'est ce que veut exprimer le Conseil de sécurité des Nations unies en favorisant la non-intervention en Irak. Il s'agit moins de faire plier Saddam que de contenir un état hégémonique qui pense avoir un chèque en blanc pour intervenir, faire écrouler, déposer les gouvernements n'importe où dans le monde, sous le dangereux prétexte d'empêcher qu'une "menace", si abstraite soit-elle, atteigne le peuple des États-Unis.

Si, alors, la France et l'Allemagne semblent obstinément décidées à empêcher les États-Unis de commencer une guerre contre l'Irak, c'est en fait pour décourager à l'avance tout mouvement des États-Unis qui pourrait constituer une menace plus directe à leur sécurité nationale. Les affinités culturelles ou la reconnaissance pour avoir été libérés du nazisme il y a un demi-siècle, sont de faibles raisons, comparées à la crainte d'encourager des ambitions agressives qui pourraient se traduire par des violences économiques à court terme et un chantage militaire à long terme.

De quelque façon que soit résolue la crise iraquienne, et même si la France et l'Allemagne capitulaient sous la pression, elle a déjà accéléré le déclin de l'Alliance atlantique par rapport à ce qu'elle était durant la guerre froide, comme cela fut dédaigneusement exprimé par les commentaires de D. Rumsfeld le ministre de la Guerre des États-Unis, sur "la vieille Europe récalcitrante".

Cela indique aussi la renaissance de "l'équilibre des puissances politiques", les puissances plus modestes coopérant activement pour contenir l'agression américaine.

C'est ce à quoi l'on assiste, dans cette version actuelle de ce qu'était la Triple alliance d'avant la Seconde Guerre mondiale, lorsque la Chine et la Russie et peut-être des pays en développement avancés tels que le Brésil et la Corée du Sud se joignent à la France et à l'Allemagne. Même si les membres de cette coalition changeaient, selon toute probabilité, elle devrait durer à long terme.

Par ailleurs, contrairement à ce qui se passe actuellement – les vrais problèmes étant masqués par le débat sur la question de la possession éventuelle d'armes de destruction massive par Saddam Hussein –, les raisons fondamentales finiront par apparaître. C'est-à-dire : la défense de la sécurité nationale et globale contre la menace américaine.

Résistance globale

La renaissance d'un système de protection au niveau des États doit être envisagée dans le contexte de la progression d'autres mouvements de résistance globale.

Bien sûr, il y a les fondamentalistes islamistes, qui se sont considérablement développés parmi les masses arabes et musulmanes en général, grâce au coup de poing téléguidé américain en réponse à l'attentat du 11 septembre et à leur alliance avec Israël. La prochaine guerre en Irak affaiblira considérablement les soi-disant "régimes modérés" dans le monde arabe et islamique, et éventuellement renforcera ceux qui sont favorables à une résistance sans compromis à l'interventionnisme américain. Le temps n'est plus très éloigné maintenant où nous verrons des régimes islamiques radicaux au Pakistan, en Arabie Saoudite et en Indonésie.

Il y a aussi le mouvement, en pleine croissance, contre la mondialisation dirigée par les grandes compagnies qui, depuis un an et demi, a fusionné avec le mouvement anti-guerre pour former un puissant front uni anti-américain au niveau de la société civile internationale. De même que pour le mouvement fondamentaliste islamique, des éléments de ces divers mouvements arriveront probablement au pouvoir dans un certain nombre de pays dans les années à venir. En fait, c'est déjà le cas dans certains pays d'Amérique latine tels que le Brésil, le Venezuel, et l'Équateur.

Le fondamentalisme islamique et les mouvements antiglobalisation n'ajouteront pas réellement un poids diplomatique et matériel à la résistance aux États-Unis. Ce qu'ils feront sera toutefois aussi important : ils éroderont la légitimité du projet des États-Unis et le feront apparaître pour ce qu'il est réellement : une recherche sans fard de l'hégémonie. Cela est particulièrement intéressant si l'on considère que ce qui permet à l'hégémonie de se maintenir au pouvoir est la perception qu'elle donne de sa légitimité.

Les quelques années et décennies à venir seront les témoins d'efforts encore plus cyniques en vue de réorganiser le monde au mieux des intérêts des États-Unis. Elles verront également se renforcer la coalition anti-américaine des moindres puissances et s'accélérer le développement des mouvements anti-américain dans la société civile globale.

En fait, ce n'est pas à une hégémonie incontestée que Washington aspire : elle cède à la dynamique de la présomption et de l'excès de croissance. La leçon que

l'histoire nous donne sans aucune ambiguïté est que si les empires sont transitoires, la résistance, elle, est permanente.

Pour cet article contacter Nicolas Bullard, Bullard@focusweb.org Focus on the Global South (FOCUS) c/o CUSRI, Chulalongkorn University Bangkok 10330 THAILAND tel 6622187363/4,5,83. FAX 662 255 9976.

Israël et le nouveau paradigme de la mondialisation

Par Thomas Coutrot

Chômage, déficit public, glissade du shekel : l'économie israélienne semble sérieusement mal en point. Pourtant au tournant du siècle tout allait bien. Les accords d'Oslo ouvraient la voie d'un néo-libéralisme triomphant au Moyen-Orient. Libre-échange et intégration commerciale devaient rapidement permettre aux bourgeoisies arabes et israélienne de cueillir les « dividendes de la paix » dans un marché commun moyen-oriental polarisé par Israël, au sein de l'espace euro-méditerranéen de libre-échange et de démocratie promis par le processus de Barcelone. Le boom de la « nouvelle économie » ouvrait à Israël de radieuses perspectives d'intégration dans la mondialisation high tech.

Mais lors de l'année 2000, sous l'effet conjoint du krach du Nasdaq et de la deuxième Intifada, le sol se dérobe brutalement sous les pieds de l'économie israélienne. L'année suivante, Sharon et Bush Jr arrivent au pouvoir, Ben Laden frappe les USA. Le Moyen-Orient et le monde basculent dans la « guerre sans limites ». Mais toute guerre coûte cher. Même si certains secteurs – le lobby « militaro-industriel » - profitent de l'économie de guerre, le gouvernement israélien a-t-il les moyens de poursuivre longtemps sa politique d'écrasement du peuple palestinien et de colonisation progressive des territoires occupés ? Ou bien les contradictions économiques et sociales suscitées par cette politique n'obligeront-elles pas les élites israéliennes à remettre la recherche de la paix à l'ordre du jour ? En Israël encore moins qu'ailleurs l'économie n'est indépendante de la politique ; mais la politique peut-elle éternellement s'affranchir des contraintes économiques ?

Retour sur Oslo

L'interprétation de l'échec des accords d'Oslo est un point clé de la compréhension de la dynamique proche-orientale. Ces accords se situent dans une dynamique politico-stratégique bien particulière, celle de la « fin de l'Histoire » : la chute du Mur de Berlin et l'effondrement de l'Union Soviétique, puis la 1ère guerre du Golfe où participent la quasi-totalité des pays arabes de la région aux côtés des USA, signifient clairement la fin d'une époque, celle où Israël jouait dans la région le rôle de seul chargé d'affaires des intérêts américains. Le nouveau projet stratégique états-unien (engagé depuis la paix israélo-égyptienne de 1979) vise à pacifier la région sous hégémonie US, à unifier ses marchés et à les ouvrir économiquement et financièrement aux entreprises et investisseurs occidentaux. Pour Israël, il s'agit de sortir définitivement de son modèle économique étatiste, où l'Etat (et l'Histadrut, la centrale syndicale) contrôlent la majorité des grandes entreprises et où l'industrie (publique) d'armement joue un rôle central. Les politiques de privatisation et de déréglementation, initiées par le Likud en 1979 puis reprises par les gouvernements successifs, connaissent alors une accélération importante. Oslo fait miroiter les « dividendes de la paix », c'est-à-dire la normalisation avec les pays arabes et musulmans, la pénétration de nouveaux marchés à l'exportation, l'attraction d'investissements étrangers en provenance des USA, du Japon et d'Europe, et éventuellement l'intégration industrielle avec la Palestine, qui se spécialiserait dans la sous-traitance pour les besoins de l'économie israélienne. On pouvait alors croire que la bourgeoisie israélienne attribuerait à l'économie palestinienne un rôle, certes secondaire et subordonné mais un rôle tout de même, dans son projet stratégique.

Et en effet la signature des accords d'Oslo permet un boom de l'économie israélienne. Grâce aux accords, les exportations israéliennes s'accroissent de 8 % par an en moyenne [1]. L'immigration russe donne un coup de fouet à l'économie[2], et la croissance atteint 6% par an (soit 2% en termes de PIB par habitant). Mais l'intégration économique dans la subordination des territoires palestiniens, si elle pouvait constituer un horizon attractif pour le capital israélien et pour la bourgeoisie palestinienne, est tout à fait contradictoire avec la nature même des accords d'Oslo. On sait que ceux-ci prévoyaient en effet, pour des raisons de « sécurité », une fragmentation des territoires entre plusieurs types de zones[3], laissant sous contrôle de l'Autorité palestinienne seulement 40% de la Cisjordanie, découpés en plus de 200 zones non contiguës.

En pratique, Israël a imposé de tels obstacles à la circulation entre ces zones (check-points permanents, bouclages épisodiques mais répétés) que l'activité économique a été complètement désorganisée en Cisjordanie et à Gaza. « Les causes du déclin économique palestinien sont nombreuses mais tournent autour d'un thème essentiel : la politique israélienne de bouclage. Les bouclages restreignent les mouvements de la main-d'oeuvre et des biens et empêchent toute activité économique rationnelle »[4]. On estime ainsi qu'entre 1993 et 1996 Israël a bouclé la Cisjordanie et Gaza pendant environ un jour sur trois[5]. Comme en même temps Israël poursuivait une politique frénétique de colonisation, faisant doubler le nombre de colons juifs en Cisjordanie – ce qui explique en partie l'importance des mesures « sécuritaires » prises par l'armée israélienne dans les territoires occupés– il est

clair qu'un tel « processus de paix » ne pouvait mener qu'à la catastrophe. Même si on peut le regretter, la légitimité, aux yeux de la population palestinienne, des attentats suicides y compris contre des civils israéliens, trouve ses racines dans les conditions objectives d'humiliation et de dénuement faites à cette population.

On peut faire l'hypothèse que cet effondrement de l'économie palestinienne, clair pour tous les observateurs, a laissé indifférentes les élites économiques israéliennes dans la mesure où elles étaient trop affairées à négocier leur nouvelle place dans la globalisation et la « nouvelle économie » inaugurée à la fin des années 90 par le boom Internet. En effet cette période a été celle d'un extraordinaire essor high tech de l'économie israélienne, qui a renforcé le tropisme new-yorkais naturel des élites de Tel Aviv, tout en laissant la voie libre au durcissement sécuritaire dans des territoires occupés devenus économiquement négligeables.

Néo-libéralisme, sionisme, paix: l'équation impossible

Au cours des années 80-90 l'économie israélienne a connu une profonde restructuration. Bien que l'Etat demeure un propriétaire important (il contrôle encore 14% de la production industrielle), les privatisations et les fusions-acquisitions ont accru de façon considérable la concentration de l'économie israélienne entre les mains de cinq groupes principaux [6] : ceux-ci contrôlent directement 53% des banques commerciales et 38% du chiffre d'affaire de l'industrie israélienne. Cette concentration s'est accompagnée d'un mouvement d'intégration financière internationale : en 1998 la part des actions détenues par des étrangers à la Bourse de Tel Aviv était de 14% (contre 3% cinq ans auparavant) ; surtout, toutes les principales entreprises de high tech[7], qui ont connu une croissance phénoménale dans les années du boom de la « nouvelle économie », sont maintenant cotées à Wall Street et détenues principalement par des investisseurs étrangers. L'industrie de haute technologie israélienne a connu une croissance extraordinaire grâce à son double avantage concurrentiel : l'expérience acquise dans l'industrie d'armements, et la disponibilité d'une réserve de main-d'œuvre hautement qualifiée[8] qui a peuplé les « start-ups » et groupes de high tech. Mais elle s'est aussi très radicalement internationalisée (ou plutôt américanisée), ce qui n'est pas sans poser de nouveaux problèmes : la dépendance stratégique et militaire vis à vis des USA se double désormais d'une dépendance économique, comme l'atteste la corrélation désormais presque parfaite entre la Bourse de Tel Aviv et le NASDAQ[9].

En Israël de façon plus caricaturale qu'ailleurs, cette croissance économique néo-libérale n'a profité qu'à une minorité de la population et a provoqué un accroissement spectaculaire et incontesté des inégalités sociales. Dès les années 80, la « thérapie de choc » ultra-libérale administrée à l'économie israélienne pour éliminer l'hyper-inflation et attaquer le modèle étatique par des privatisations accélérées, avait débouché sur une flambée du chômage sans précédent en Israël. C'était un premier accroc sérieux à la promesse du sionisme, selon laquelle il y aurait une maison et un emploi pour tout juif désireux de s'installer en Israël. Après un pic à 11% en 1992, le chômage avait reculé jusqu'à 8% en 1996 ; mais il a repris sa croissance dès 1997, avec une accélération en 2001-2002 pour revenir aujourd'hui à près de 11%.

L'essentiel de la croissance du PIB entre 1990 et 2000 a bénéficié aux catégories privilégiées [10]. Il ne s'agit pas seulement de la flambée de la Bourse de Tel Aviv, dont les profits sont bien évidemment allés presque uniquement aux plus aisés. Même au sein du salariat le fossé s'est creusé entre le sommet et la base : entre 1994 et 2000 le salaire d'un cadre supérieur est passé de 30 à 40 fois le salaire minimum. Les inégalités se sont également développées selon les différentes origines ethniques qui composent la mosaïque israélienne : si l'on considère que le revenu moyen de chaque année vaut 100, alors entre 1990 et 1999 celui des askhenazes[11] est passé de 125 à 139, celui des sépharades[12] de 81 à 92, tandis que celui des arabes israéliens chutait de 75 à 66. Mais c'est au sein même de ces catégories que les inégalités ont explosé. « Dans les années 50 l'Israël « socialiste » était l'un des pays les plus égalitaires, et les 20% les plus riches gagnaient seulement 3,3 fois le revenu des 20% les plus pauvres. En 1995 (…) Israël est devenu le plus inégalitaire des pays développés, et le ratio entre ces deux quintiles atteint 21,3, à comparer avec 'seulement' 10,6 aux USA » (Nitzan, Bichler, p. 350-351). Le taux de pauvreté passe de 24 à 31% des Israéliens entre 1979 et 1999 (Adva, 2002).

Ce fractionnement interne de la société israélienne, qui coïncide avec l'arrivée massive de vagues d'immigrants (africains dans les années 80, russes dans les années 90), puis avec le « processus de paix », aboutit à un déclin potentiellement dramatique du consensus interne qui faisait la force de l'Etat sioniste. En effet, l'explosion des inégalités met à mal le mythe de l'unité du peuple juif, tandis que la reconnaissance d'Israël par l'OLP et l'ensemble des Etats arabes signifie la fin de la menace externe. Il y là un danger mortel pour le projet sioniste lui-même, dont toute la dynamique repose sur le sentiment de menace vitale pesant sur les juifs. Selon Moshe Sharet, Premier Ministre dans les années cinquante et sioniste modéré, Ben Gourion estimait que « sans la tension civile et militaire (…) nous n'aurions pas une nation combattante, et sans un régime de combat nous sommes perdus ». Car « seul un état de guerre permanent peut transformer la racaille (rubble) immigrée en un 'homme nouveau hébreu' » [13].

On comprend sans doute mieux les hésitations et tergiversations des élites israéliennes et leur fondamentale mauvaise volonté à appliquer réellement les accords d'Oslo. Les « erreurs » de Barak, sa politique apparemment incohérente, résultent probablement en grande partie de cette incapacité

congénitale des élites sionistes à se passer du ciment de la peur pour faire tenir leur société et maintenir leur hégémonie interne. Le néo-libéralisme high tech (dont le représentant politique en Israël est le Parti travailliste) voudrait bien la paix. Mais les effets sociaux de sa politique économique sapent la cohésion sociale et la légitimité des élites, et poussent inéluctablement à la militarisation contre le « terrorisme » et « l'insécurité ». Au-delà même des dérives sionistes et coloniales, Israël illustre jusqu'à la caricature cette mécanique infernale de la mondialisation néo-libérale.

2000, année noire

C'est cette année que les contradictions explosent donc toutes en même temps. Le Nasdaq et le processus de paix s'effondrent simultanément, et ce n'est pas complètement un hasard. L'économie avait déjà commencé à ralentir en 1998, du fait des crises asiatique et russe, qui avaient réduit la demande d'un des principaux produits d'exportation israéliens, les diamants taillés. En outre le ralentissement de l'immigration tarit l'un des principaux facteurs de dynamisme de l'économie. Jusqu'en 2000 l'économie est encore tirée par le boom spéculatif de la « nouvelle économie », mais le choc de l'éclatement de la bulle Internet est d'autant plus violent. Après une croissance de +6% en 2000, c'est la récession en 2001 et encore en 2002, avec des taux de croissance de –1% chacune de ces années (soit une chute annuelle de 3% du PIB par tête). Deux voire trois années de récession d'affilée, voilà qui est tout à fait sans précédent pour Israël. Le tourisme, l'une des principales ressources économiques du pays, s'effondre suite à l'Intifada Al Aqsa (2,6 millions de touristes en 2000, 1,2 en 2001). Le taux de chômage remonte à 10,4% en 2002, et ce n'est pas fini. Les salaires baissent de façon importante (-5% en 2002, selon la Bank of Israël).

Le gouvernement maintient une politique budgétaire d'austérité, pour tenter de rétablir la « confiance » des milieux financiers et relancer la Bourse. Mais le déficit public s'envole, et dépasse les 3% (maximum curieusement fixé par la Banque centrale israélienne, qui n'a pourtant pas signé le traité d'Amsterdam). La relance de la militarisation suite à la réoccupation de la Cisjordanie entraîne de nouvelles dépenses militaires : les importations d'armes s'envolent (+15% en 2001[14]), et la part des dépenses militaires, qui avait chuté de son maximum historique de 28% du PIB en 1975 à 10% en 1997-98, est maintenant repartie à la hausse. Le gouvernement israélien vient de demander à son protecteur américain, qui lui fournit déjà une aide annuelle de près de 3 milliards de dollars par an, une aide supplémentaire de 4 milliards de dollars en matériel militaire, et un prêt de 8 milliards de dollars pour des garanties de crédits commerciaux[15].

Si les choses ne vont pas bien en Israël, rien de comparable bien sûr avec la situation dans les territoires occupés : l'économie palestinienne, qui s'enfonçait lentement grâce au « processus de paix », s'est brutalement effondrée depuis la seconde Intifada. Ainsi selon les estimations les plus récentes du Bureau statistique palestinien (PCBS), le taux de chômage s'établit à 50% au troisième trimestre 2002 (il a triplé en deux ans), et le ratio de dépendance (nombre d'habitants / nombre d'actifs occupés) est passé de 4,8 à 8,6 entre septembre 2000 et septembre 2002. Le revenu moyen par tête a été réduit de 50% par rapport à son niveau de 1994. Avant même la réoccupation de la Cisjordanie en mars-avril 2002, plus de la moitié des ménages avaient perdu au moins la moitié de leurs revenus; 58% percevaient une aide humanitaire pour survivre. Selon la Banque Mondiale, en 2001 les pays de la Ligue Arabe ont versé 45 millions U$ par mois et l'Union Européenne 9 millions U$; sans ces donations « toute trace d'économie moderne aurait aujourd'hui disparu » [16]. De nombreuses familles ne survivent que grâce aux tickets de nourriture distribués par les ONG. Couvre-feu, bouclages et répression achèvent de liquider ce qui restait d'activité économique en Cisjordanie et à Gaza. Nul doute que la « lutte contre la terreur » ne remporte là de brillants succès à long terme…

Le Pen l'a rêvé, Sharon le fait

Face à ce désastre, le maintien de la légitimité des élites n'est pas une tâche aisée. La rhétorique sécuritaire joue un rôle évidemment décisif, comme le montrent la diabolisation des Palestiniens, l'instrumentalisation systématique des attentats terroristes, ou même la récente campagne « préventive » de distribution de masques à gaz contre d'éventuelles attaques de supposés missiles biologiques irakiens.

Mais l'ennemi extérieur ne suffit pas. Pour pallier le manque de ressources en main-d'œuvre à bas prix du fait du bouclage des territoires palestiniens, les autorités israéliennes avaient fait venir durant les années 90 des centaines de milliers de travailleurs turcs, philippins, thais, …qui constituent maintenant des boucs émissaires de choix. Le Ministre des finances de Sharon, Silvan Shalom, a explicité la guerre aux pauvres et la chasse aux immigrés qui tiennent désormais lieu de politique sociale au gouvernement israélien : « j'ai donné l'ordre aux fonctionnaires de mon Ministère d'insérer dans les appels d'offres publics une clause réservant les marchés aux entreprises n'employant que des israéliens. Certains disent que c'est impossible, que les Israéliens ne veulent pas faire les travaux pénibles. Je ne suis pas d'accord. Ils disent que ça va nous coûter cher d'instituer cette politique d'embauche exclusive d'Israéliens. Ca coûtera ce que ça coûtera. Cela vaut mieux que de continuer à payer des allocations de chômage et à financer une culture du chômage » [17].

Le Pen l'a rêvé, Sharon le fait : l'Office de l'immigration a lancé en novembre 2002 une campagne publicitaire visant à promouvoir une mesure d'expulsion de 50 000 travailleurs étrangers. Le slogan en est : « 160 000 travailleurs immigrés clandestins, 260 000 chômeurs

(israéliens, TC) : ce n'est pas juste, c'est illégal et ça ne marche pas » [18]. Dans le langage plus policé de la Banque Centrale d'Israël : « réduire le nombre de travailleurs étrangers tout en introduisant des mesures destinées à réduire le salaire de réserve (le salaire au-dessus duquel les travailleurs sont prêts à entrer sur le marché du travail) contribuera significativement à accroître le nombre d'Israéliens en emploi » [19]. Les thèmes universels de l'extrême-droite raciste (« les nationaux d'abord ») s'accordent harmonieusement avec les rengaines néo-libérales sur les « trappes à chômage » et les allocataires de l'Etat Providence qui abusent de notre générosité…

Au delà des aspects bien sûr spécifiques de la situation israélienne et du projet sioniste, l'évolution de la société et de l'économie israéliennes offrent un aperçu saisissant d'un paradigme plus général qui domine aujourd'hui l'agenda des élites dominantes dans la plupart des pays occidentaux : restaurer une légitimité chancelante par l'instrumentalisation, la mise en scène et même l'alimentation de la menace terroriste et sécuritaire. Même si certains d'entre eux s'opposent aux excès belliqueux de MM. Bush Jr et Blair, tous les gouvernements européens utilisent cette recette sans modération, comme MM. Chirac et Sarkozy l'ont encore démontré lors des élections présidentielles de 2002. Terroristes, immigrés, chômeurs : voilà les nouveaux ennemis du peuple, contre la menace desquels nos élites dirigeantes comptent bien se refaire une popularité, malgré la poursuite et l'approfondissement des politiques libérales. Ce nouveau paradigme sécuritaire de la mondialisation libérale trouve un terrain d'expérimentation idéal au Moyen-Orient : la question israélo-palestinienne se trouve ainsi au cœur des enjeux posés par le mouvement citoyen mondial.

Thomas Coutrot
Contatc pour cet article cs@attac.org

------

[1] Pour 1990-1996 ; voir le site de l'Institut statistique israélien, http://www.cbs.gov.il/statistical/econom.htm

[2] L'immigration est massive dès la chute du Mur (près de 400 000 en 1990-91, un million sur la décennie 1990, soit près de 20% de plus, pour une population de 6,5 millions en 2001).

[3] Zones A (villes) où la souveraineté palestinienne était complète, Zones B (villages) avec administration civile palestinienne et sécuritaire israélienne, Zones C (campagne et frontières) avec souveraineté israélienne.

[4] Sara Roy (1998), "The Palestinian Economy and the Oslo Process: Decline and Fragmentation", The Emirates Occasional Papers, n°24

[5] Edward Said, in The new Intifada, édité par Roane Carey, Verso, p. 28.

[6] IDB, Ofer, Koor, Dankner, Arison. Voir l'excellent ouvrage de Jonathan Nitzan et Shimshon Bichler (The global political economy of Israel , Pluto Press, 2002), notamment pp. 84-91.

[7] L'une des plus importantes est « Check point Software » (sic, ça ne s'invente pas), l'inventeur du célèbre 'Firewall' (système de protection des réseaux informatiques).

[8] « La plupart des entreprises high tech à succès sont intimement liées au militaire » (Nitzan, Bichler, p. 346) ; Israël compte 135 ingénieurs pour 10 000 habitants, contre 85 aux USA, et cette réserve « s'est accrue dans les années 90 de l'afflux massif d'immigrés hautement qualifiés venus d'URSS » (id., p. 347)..

[9] Voir le graphique p. de l'ouvrage de Nitzan et Bichler.

[10] Le décile supérieur en termes techniques ; voir le Rapport social de l'ADVA Center (Information on equality and social justice in Israel), http://www.adva.org/socialreport2001english.pdf.

[11] Plus exactement, selon les termes officiels, de « père né en Europe ou aux USA ».

[12] Ou plus précisément de « père né en Afrique ou Asie ».

[13] Mémoires de Sharet, citées par Nitzan et Bichler, 2002, p. 102.

[14] Voir http://www.cbs.gov.il/israel_in_figures/indict1e_mar02.htm

[15] J. Hammer, « A 12 billion question », Newsweek, 10/02/2003. Le journaliste de Newsweek évoque la possibilité qu'en échange de cette aide les USA demandent à Sharon de « geler ou même de démanteler quelques unes des 145 colonies de Cisjordanie ou de Gaza ». Mais ajoute-il aussitôt : « l'administration Bush en aura-t-elle le courage ? »…

[16] Banque Mondiale, « Fifteen months. Intifada, closures and Palestinian economic crisis, an assessment", http://lnweb18.worldbank.org/mna/mna.nsf

[17] Silvan Shalom, Ministre des Finances, discours à la Knesset le 30/10/2001.

[18] Ruth Sinai, « A state-sponsored racist campaign », Haaretz, 11/11/02.

[19] Bank of Israël, « Recent economic developments », http://www.bankisrael.gov.il/develeng/develeng99/develeng.pdf. Les mêmes économistes attribuent par ailleurs la croissance économique et les créations d'emplois du début de la décennie 90 au boom de l'immigration

russe. L'immigration juive crée des emplois, mais pas l'immigration asiatique ou turque …

(*) coorditrad@attac.org est l'adresse de secrétariat international des bénévoles qui coordonnent une équipe de 700 traducteurs répartie sur toute la planète. Vous aussi vous pouvez participer. Il suffit de les contacter en précisant votre (ou vos) langue maternelle et les langues depuis lesquelles vous pouvez traduire. Le travail de traduction est basé sur le volontariat et ne vous engage pas à répondre à toutes les demandes tout le temps. Vous travaillez à votre rythme et en fonction de vos intérêts.

Vous avez rendez-vous avec ATTAC

Semaine 19-03-2003 >> 26-03-2003

http://attac.org/rdv/index.html

19/03

AUSTRIA : http://www.attac-austria.org/termine/termine.php
Triesting + Innsbruck + Wien + Graz
BRITAIN : http://www.attac.org.uk/attac/html/calendar.vm
London
FRANCE : http://www.france.attac.org/annexe/calendrier.php?langue=
Grenoble + Paris + Villeneuve d'Ascq + Saintes + Paris

20/03

AUSTRIA : http://www.attac-austria.org/termine/termine.php
Salzburg + Wien + Bad Zell
FRANCE : http://www.france.attac.org/annexe/calendrier.php?langue=
La Rochelles + Rennes + Paris 18 + St Quentin la Poterie
NORGE : http://www.attac.no/index.php?url=%2Fkalenderliste.php
Oslo + Ntnu-Hist
SUISSE-SCHWEIZ : http://www.suisse.attac.org/rubrique.php3?id_rubrique=6
Lausanne

21/03

AUSTRIA : http://www.attac-austria.org/termine/termine.php
Salzburg + Gallneukirchen
BELGIQUE-BELGIE : http://wb.attac.be/modules.php?op=modload&name=Calendrier&file=index
Bruxelles
DANMARK : http://www.attac-danmark.dk/kalender/index.asp
København + Stormøde
FRANCE : http://www.france.attac.org/annexe/calendrier.php?langue=
Arras

22/03

AUSTRALIA : http://attac.org/australia/html/calendar.html
Melbourne
AUSTRIA : http://www.attac-austria.org/termine/termine.php
Wien + Jennersdorf
FRANCE : http://www.france.attac.org/annexe/calendrier.php?langue=
Brest + Lyon + Cergy Pontoise
SUISSE-SCHWEIZ : http://www.suisse.attac.org/rubrique.php3?id_rubrique=6
Lausanne
SVERIGE : http://www.attac.nu/index.php?sc=340,1
Malmo

24/03

AUSTRALIA : http://attac.org/australia/html/calendar.html
Sydney
AUSTRIA : http://www.attac-austria.org/termine/termine.php
Wien
BELGIQUE-BELGIE : http://wb.attac.be/modules.php?op=modload&name=Calendrier&file=index
Bruxelles
DANMARK : http://www.attac-danmark.dk/kalender/index.asp
København + Esbjerg
FRANCE : http://www.france.attac.org/annexe/calendrier.php?langue=
Metz + La Rochelle



SUISSE-SCHWEIZ : http://www.suisse.attac.org/rubrique.php3?id_rubrique=6
Lausanne

25/03
AUSTRIA : http://www.attac-austria.org/termine/termine.php
Graz + Wien
BELGIQUE-BELGIE : http://wb.attac.be/modules.php?op=modload&name=Calendrier&file=index
Vielsam
DANMARK : http://www.attac-danmark.dk/kalender/index.asp
Arhus
FRANCE : http://www.france.attac.org/annexe/calendrier.php?langue=
St Brieuc + Lyon + Macon
NORGE : http://www.attac.no/index.php?url=%2Fkalenderliste.php
Oslo

26/03
AUSTRIA : http://www.attac-austria.org/termine/termine.php
Wien
FRANCE : http://www.france.attac.org/annexe/calendrier.php?langue=
Grenoble + Rennes